

## Quel avenir pour l'enseignement supérieur en Normandie ?

### Des moyens constants pour toujours plus d'étudiant.e.s !

Depuis 2009, le nombre d'étudiant.e.s dans le supérieur a augmenté de 294 000. Dans le même temps, le nombre d'enseignant.e.s-chercheur.e.s a baissé de 10%. Il manque actuellement l'équivalent de 10 universités en France pour répondre aux enjeux de formation supérieure de la jeunesse et permettre des conditions d'accueil et d'études qui soient dignes de notre pays. Il est prévu 40 000

étudiant.e.s supplémentaires à la rentrée prochaine et bien peu de places supplémentaires à leur offrir ! En Normandie, les effectifs des universités sont passés de 56 000 étudiant.e.s en 2012 à 65 650 en 2017 (+17 % en 5 ans). Il est prévu que la tendance continue ces prochaines années avec le pic démographique des années 2000.

### Fusion, Illusion, Confusion, Collusion ?



#### Le tintamarre de la fusion

Le 4 décembre 2017, la préfète de région Normandie, le recteur et le président de la région M. Morin écrivent aux trois présidents d'université pour leur reprocher leur nouvel échec aux appels à projets dans le cadre des investissements d'avenir (PIA3). Il leur est demandé « *d'envisager les scénarios conduisant au rapprochement de vos établissements, y compris par la voie de la fusion* ».

En réponse, les présidents et directeurs des six établissements membres de la ComUE (3 universités, INSA Rouen, ENSICAEN, école d'architecture de Normandie) écrivent le 18 décembre 2017 : « *Nous rejetons également l'assertion que cet échec soit le fruit de notre insuffisante intégration.* » Puis : « *Votre courrier est donc à la fois choquant, inexact dans son analyse et contre-productif pour atteindre l'objectif que se sont fixé les signataires.* » Le message est clair : on ne se laissera pas intimider !

### **Le chantage se précise**

Enfin, dernière salve (provisoire), le président de région M. Morin écrit à nouveau aux présidents d'université le 13 mars 2018, après les avoir rencontrés en janvier : « *Sachez qu'en cas d'absence de vision partagée et assumée d'ici le mois d'avril, je me réserve la possibilité de suspendre l'octroi des subventions régionales concernées.* » Cette fois, la menace est très explicite !

À la lecture de ces échanges, la question que l'on peut donc légitimement se poser est la suivante : qui décide réellement de l'avenir des universités en Normandie ? L'État, qui exerce la tutelle et finance (mal) la quasi-totalité de l'ensemble des missions, la communauté universitaire via ses instances délibératives et leurs présidents élus, ... ou le président de la Région qui semble se croire propriétaire des universités implantées sur son territoire ?

**Les présidents d'université céderont-ils au chantage exercé par la Région et si oui, en vertu de quel mandat ? Il convient en effet de rappeler qu'à ce jour, l'hypothèse d'un nouveau type de regroupement entre les établissements n'a fait l'objet d'aucune délibération de CA d'aucun établissement, ni même de la ComUE.**

### **Et le service public dans tout cela ?**

Derrière ces considérations bureaucratiques qui risquent de nous occuper pendant plusieurs mois (quelle gouvernance, quel périmètre, quels statuts, quel droit de veto, quelles dérogations ...), nous nous permettons de poser la seule question véritablement importante pour l'ensemble des étudiant.e.s et les personnels des établissements et de la ComUE : où est le service public dans tout cela ?

De notre point de vue, l'enseignement supérieur et la recherche publics en Normandie méritent bien mieux qu'un bricolage institutionnel imposé par le chantage. Les universités, à taille humaine et pilotées par des instances collégiales et proches des usagers, sont les garantes d'un accès possible pour tous les jeunes à une formation supérieure. Elles structurent le territoire et constituent un horizon de promotion sociale qu'une superstructure centralisée ne permettrait pas, surtout à l'échelle d'une région composée de 10 sites universitaires (Rouen, Caen, Le Havre, Evreux, Cherbourg, Alençon, St Lô, Vire, Elbeuf, Lisieux).

**L'expérience des fusions : c'est l'expansion de la bureaucratie libérale !**

